

# On Policy

*Les Politiques Publiques*

**MAGAZINE**

**Crise “Anglophone”**

# Stratégies de Paix à court et à long termes Cameroun

MARS 2018

 @NkafuPolicyInst

**PROPOSITION SUR LES  
STRATÉGIES DE PAIX À COURT ET LONG TERMES :  
CRISE « ANGLOPHONE »  
AU CAMEROUN**

Article par :  
Maxwell N. ACHU, Diplomate  
(Activiste de la Paix, Chercheur en transformation des conflits,  
Academia, MA. Relations internationales)

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou utilisée sous quelque forme que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie et l'enregistrement ou par tout système d'information ou de stockage et de recherche, sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Les opinions exprimées sont de la seule responsabilité de l'auteur.

## À PROPOS DE **L'AUTEUR**

**Maxwell N. ACHU** est un diplomate camerounais et un activiste de la société civile. *Maxwell N. Achu* est un chercheur en transformation des conflits et expert en consolidation positive de la paix à travers le continent africain et au-delà. Il réside actuellement à Accra, au Ghana, où il dirige l'Humanitarian Group Action International, une organisation non gouvernementale à but non lucratif et apolitique.

L'organisation a pour but de fournir des services humanitaires et sociaux aux groupes de personnes «défavorisés». Il vise également à inspirer et à encourager la participation des jeunes aux activités de construction de la nation et de l'État dans le contexte de la reconstruction de la société par l'apprentissage de la paix. Cet article est une réflexion partielle sur une recherche holistique et rigoureuse menée par l'auteur sur «**Paix positive pour l'Afrique**», un projet de consolidation de la paix visant l'implantation d'une culture de paix par l'éducation sur les variables de l'agenda pour le développement durable 2030. En outre, d'autres travaux de recherche analogues menés par l'auteur dans le cadre de la consolidation de la paix sont : *La gouvernance en Afrique, Les rôles des organismes religieux dans la consolidation de la paix, La Paix Positive et les médias.*



# Table des matières

## INTRODUCTION

Évaluation du risque de conflit et prévisibilité au Cameroun

## LE PROBLÈME

Les problèmes techniques

- L'absence d'une culture de paix
- La présence d'une violence structurelle profondément enracinée
- Un manque d'intérêt partagé et mutuel
- Les traumatismes des blessures du passé (marginalisation et discrimination) alimentent les troubles

## LA STRATÉGIE POUR LA PAIX

A) PROCESSUS DE DIALOGUE INCLUSIF, CONSENSUEL, RECONCILIATOIRE ET COOPÉRATIF  
(PROPOSITIONS DE PAIX À COURT TERME)

- Conditions pour le dialogue
- Quels sont les moteurs pour assurer l'accomplissement effectif de ces propositions de paix à court terme ?
- Procédure de dialogue
- Participants au dialogue
- Arrangements de pré-dialogue
- Le dialogue
- La première étape : Cela DOIT impliquer la compréhension de la « crise anglophone » et de la globalité de la formation du conflit.

- Sous-étape 1 : elle consiste en la compréhension du Gouvernement camerounais et des «anglophones», leurs comportements respectifs et leurs relations dans le contexte du «problème anglophone» (une analyse de l'état actuel des choses) :

- Sous-étape 2 : elle consiste en la compréhension des hypothèses, comment ces hypothèses se rapportent aux comportements des «anglophones» et comment ces comportements interagissent avec le «problème anglophone» ainsi que les objectifs de la lutte. (Thérapie du passé)

- La deuxième étape : différencie les objectifs légitimes (participation, solidarité, inclusion et intégration) et illégitimes (marginalisation, segmentation, fragmentation)
- La troisième étape : consiste en l'intégration des objectifs légitimes de la lutte «anglophone» dans une formule globale
  - la construction de nouveaux objectifs d'intégration, de solidarité et de participation (Thérapie de la voie à suivre)
  - en créant un plan d'action pour le présent (Thérapie du présent)

## **RECOMMANDATIONS**

B) TRANSFORMATION DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE PAR LE BÂTIMENT DE PAIX POSITIF RIGoureux ET HOLISTIQUE (PLANS DE PAIX À LONG TERME)

# Introduction

«Tout comme en Éthiopie, les troubles en République du Cameroun sont enracinés dans l'histoire du pays, qui remonte à de nombreuses années»

**T**out comme en Éthiopie, les troubles en République du Cameroun sont enracinés dans l'histoire du pays, qui remonte à de nombreuses années. Cet article cherche à analyser les éléments institutionnels et comportementaux sur la voie de la normalisation de la situation sur le territoire national. Ce n'est pas une recette en vue de désigner des coupables mais une recette de principes et d'options pour un règlement pacifique des différends sur le territoire national.

Les conflits et la violence sont des obstacles majeurs à la paix et au développement. Malgré les efforts de la communauté internationale pour limiter le soulèvement des conflits et de la violence au niveau international, des politiques persistantes et violentes existent toujours dans les territoires nationaux, ce qui suscite le mécontentement et les griefs et, par conséquent, la violence. Dans le cas du Cameroun, ces conflits se nourrissent de la violence de genre et laissent dans leur sillage des réfugiés et des infrastructures détruites. Les territoires violents sont devenus des terrains propices à la création de vastes réseaux de radicaux violents, même en ce qui concerne les crimes organisés.

Déjà confronté à de faibles revenus, la pauvreté, l'urbanisation rapide, le chômage, les chocs de revenus et les inégalités entre les groupes, la violence ne fera qu'exacerber le dysfonctionnement des institutions

socioéconomiques «faibles» au Cameroun, comme dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Une «forte» légitimité institutionnelle est donc la clé de la stabilité. Face à ces défis, avec le soulèvement actuel inclusif, cela signifie effectivement que les institutions doivent changer. C'est dans cette optique que cette proposition de paix suggère des actions et des moyens de mise en œuvre spécifiques ainsi que des mesures de résultats. Cependant, il faudra une approche à plusieurs niveaux, ce qui signifie que certains problèmes doivent être traités au niveau régional ainsi qu'au niveau national.

Les enjeux sont néanmoins vraiment élevés. À cet effet, cet article rappelle que les conflits civils pèsent sur le PIB du Cameroun. Cela a coûté environ 30 ans de croissance du PIB au pays en développement moyen, et les pays en crise prolongée peuvent perdre plus de 20 points de pourcentage pour vaincre la pauvreté. <sup>1</sup>À cet effet, nous devons avoir de fortes incitations sur des feuilles de route claires pour la paix, ce que cette proposition cherche à offrir.

Cette initiative de paix prône une communauté politique avec une identité partagée, des intérêts et des obligations mutuelles. Sans cela, le gouvernement du Cameroun (GC) pourrait être perçu par les «anglophones» comme manquant de légitimité, raisons pour lesquelles certains activistes militent pour la séparation.<sup>2</sup>

Ce document de proposition de paix vise à consolider la stabilité politique (compte tenu de l'année électorale), tout en créant un environnement commercial propice à une croissance accélérée et améliorée. Il plaide en faveur de la non-violence

dans la résolution des troubles sociaux, d'autant plus que la violence n'engendre que la violence et que la violence attaque les personnes et non les politiques. Le dialogue, selon ce document, est l'arme du fort.

## • Évaluation et prévisibilité des risques de conflit au Cameroun

Ce document ne mettra pas trop l'accent sur les avantages économiques des progrès en matière de paix au Cameroun, mais soulignera l'impact de ce soulèvement sur la stabilité économique de la nation, qui entrave considérablement la performance politique et la crédibilité des institutions. La Valeur Économique de la Paix, un plan de l'Institut d'économie et de paix couvre **163** pays et territoires indépendants - représentant **99,5 %** de l'économie et de la population mondiales.

Aucun conflit ne peut dès le début déterminer les ramifications qu'il apportera. Statistiquement, le plus petit début d'agitation sociale entraîne presque toujours des conséquences disproportionnées. Le premier exemple est le cas de la Syrie où la guerre civile, qui a commencé par un simple graffiti sur le mur, a dévasté le pays et l'économie, la violence et les conflits coûtant l'équivalent de **54,1 %** du PIB en 2015. Inversement, en anticipant l'éclatement de la violence, on peut parvenir à la paix et récolter des bénéfices économiques importants. L'impact économique de la violence au Sri Lanka a diminué de **66 %** depuis 2009 en raison de l'évaluation du risque de conflit et de la préemption, donnant un dividende de paix de 48 milliards de dollars de PPP, soit **20 %** du PIB 2015 du pays.

<sup>1</sup> Rapport de la Banque mondiale sur le développement 2011

<sup>2</sup> Essais du Dr Ishmael E. Yamson sur l'économie du développement, les affaires, la finance et la croissance économique, page 123

Dans le cas du Cameroun, il sera instructif de comprendre les pertes économiques causées par la crise « anglophone ». Il sera également important d'identifier quels autres types de violence ont le plus d'impact sur les indicateurs de paix, car le gouvernement du Cameroun et les décideurs peuvent mieux comprendre à quel point l'absence de paix affecte non seulement la croissance économique mais aussi la pauvreté, la mobilité sociale, l'éducation, le contrôle de la corruption ou l'espérance de vie. Cela met en évidence qu'en identifiant les stratégies appropriées de *maîtrise de la violence*, les décideurs peuvent être en mesure de réduire les coûts économiques de la violence en nourrissant les moteurs tangibles de la paix.

En raison de la difficulté à prévoir l'apparition de la violence à grande échelle, il est important de mieux comprendre et conceptualiser de nouvelles approches pour mesurer les risques de violence. Alors que certains risques peuvent être prévus et planifiés, des événements profondément déstabilisateurs tels que « *les troubles sociaux anglophones* », l'apparition de conflits et l'effondrement de pays entiers ont, trop souvent, surpris le monde.

L'échec collectif du peuple camerounais à prédire l'apparition de tels événements d'origine humaine, comme la guerre civile syrienne, a des impacts substantiels sur le bien-être humain, le développement économique et la stabilité géopolitique du Cameroun. Il n'est donc pas surprenant qu'une question clé pour *les décideurs, les entreprises et la société civile* camerounaise aujourd'hui, soit de savoir comment la probabilité de grands risques tels que le début d'un conflit peut être mieux comprise et ce qui peut être fait pour

atténuer ces risques.

Les Camerounais seront intéressés de savoir qu'en examinant les **30 pays les plus à risque** selon le modèle du déficit de paix positif en 2008, **22 pays** ont connu une baisse significative de la paix; le Cameroun inclus. Le pays qui a connu la plus grande détérioration de la paix est la Syrie, qui se classait au 99e rang sur 163 pays dans l'IPM de 2008<sup>3</sup> et qui a dégringolé au dernier rang en 2016. C'était une prédiction remarquable. Beaucoup dans la communauté internationale considéraient la Syrie comme un pays relativement stable. Par conséquent, peu d'autres prévisions la plaçaient dans une situation de risque significatif de conflit.

*Compte tenu de la valeur prédictive positive du modèle de déficit positif de paix, le Cameroun risque fortement d'être victime d'une escalade de la violence. Si un pays à risque potentiel de conflit comme le Cameroun peut être identifié jusqu'à sept (7) ans à l'avance, alors des interventions significatives peuvent potentiellement être organisées. Étant donné les **coûts élevés des conflits** par rapport à la prévention, la possibilité d'agir sur ces modèles avec ce niveau d'exactitude prédictive positive pourrait orienter l'allocation des ressources et mener à une prise de décision meilleure et plus rentable.*

Cette évaluation des risques de conflit indique que le Cameroun manque d'attitudes, d'institutions et de structures pour maintenir son niveau actuel de paix négatif et que le Cameroun est particulièrement vulnérable aux chocs internes ou externes. Les recherches menées par le Département pour le développement international (DFID), l'Institut de l'économie et de la paix (IEP) et le Programme des

<sup>3</sup> Indice de la paix mondiale 2016



Nations Unies pour le développement (PNUD), toutes suggèrent que des interventions de prévention des conflits et de consolidation de la paix peuvent être très rentables en cas de succès. En effet, dans le cas du Cameroun, *l'impact économique du soulèvement «anglophone», de l'instabilité et de la violence structurelle et culturelle en général* est important par rapport à la taille des investissements à mettre en place pour éviter de telles entraves. Les recherches de l'IEP sur le coût de la violence et des conflits dans l'économie mondiale montrent que les pertes économiques dues à la violence représentaient **12,6 % du PIB mondial**. L'analyse de l'IEP montre que le ratio d'économie de coûts de la consolidation de la paix ou les actions qui mènent à la prévention des conflits sont en moyenne de 1:16.

L'application du modèle de coût global de la violence de l'IEP aux prédictions de risque éclaire ce point. Le coût global des conflits (*homicides*) en 2015 était de 742 milliards de dollars américains, une somme très importante. Dans un monde utopique, si toutes les interventions de consolidation de la paix étaient efficaces à 100 % et guidées par un modèle de risque précis à 100 %, le coût des interventions de consolidation de la paix serait déduit des 742 milliards de dollars du coût des conflits.

Ce document appelle à une stratégie de paix inclusive afin de permettre la mise en œuvre de mesures appropriées pour éviter efficacement le «piège du conflit» ainsi que les conséquences de la violence et des conflits.

«Ce document appelle à une stratégie de paix inclusive afin de permettre la mise en œuvre de mesures appropriées pour éviter efficacement le «piège du conflit» ainsi que les conséquences de la violence et des conflits.»

# Le problème

«Les «anglophones» dénoncent l'exclusion sociale généralisée, l'injustice sociale et économique et une société structurellement divisée qui renforce la discrimination»



**P**our des raisons de concision, cet article ne racontera pas les racines historiques du conflit, car il ne cherche pas à nourrir le processus de formation du conflit. Au contraire, il analysera le statu quo pour broser le tableau tel qu'il est, et proposera des solutions pour redresser et modifier ces atteintes à la paix.

Comme au Mali où les Touaregs décrient la marginalisation du gouvernement central contre la partie nord du pays, les «anglophones» revendiquent les mêmes violations par rapport à leur participation à la gestion du Cameroun. Les «anglophones» dénoncent l'exclusion sociale généralisée, l'injustice sociale et économique et une société structurellement divisée qui renforce la discrimination. Selon les «anglophones», l'abandon et la négligence purs et simples de certaines parties du pays poussent les citoyens mécontents et frustrés à dominer le contexte local sans réglementation adéquate, ce qui mène à la violence. C'était le cas dans les régions périphériques de la Colombie avant le début du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup> ou c'est la situation à l'heure actuelle en République démocratique du Congo<sup>5</sup>.

Cependant, cet article suit une recherche transversale et systémique pour comprendre et signaler le problème technique, en approfondissant la violence structurelle et culturelle profondément enracinée dans la société camerounaise. Elle ne se limite pas à la violence physique ou directe exacerbée par le récent soulèvement «anglophone».

## Des problèmes techniques ?

### 1) Absence de culture de la paix

Le Cameroun n'a pas la culture de la paix bien ancrée pour renforcer sa résilience face à de tels chocs civils. La société ne fait aucun effort pour ramener subconsciemment les cultures de la paix au premier plan. Une société dotée d'une culture de la paix adéquate, comme au Botswana et au Ghana, veillera à ce que l'égalité soit le mode d'interaction préféré, contrairement à la principale suprématie «francophone» camerounaise. L'un des principaux instruments de l'implantation d'une culture de la paix passe par «l'éducation massive à la paix». Le Cameroun ne peut stimuler aucune forme d'éducation intensive à la paix dans le contexte de la consolidation pour promouvoir une culture de paix. L'éducation est le moyen le plus efficace de déraciner la culture violente subconsciente et d'implanter la culture de la paix nécessaire. L'Organisation des Nations Unies avec plusieurs résolutions a renforcé la vitalité de ce moyen d'améliorer les compétences de consolidation de la paix par l'apprentissage de la paix. L'ONU soutient cette revendication dans diverses résolutions :

*L'Assemblée générale de l'ONU : Dans sa résolution 53/243 du 13 septembre 1999, adoptée par*

---

<sup>4</sup> Arboleda 2010; Consultations de l'équipe du RDM avec des représentants du gouvernement, des représentants de la société civile et des agents de sécurité en Colombie, 2010

<sup>5</sup> Gambino 2010



l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Déclaration de la culture de la paix, proclame solennellement la présente **Déclaration sur une culture de paix** afin que le gouvernement, les organisations internationales et la société civile puissent être guidés dans leur activité par ses dispositions visant à promouvoir et à renforcer une culture de paix...<sup>6</sup>

Dans le même contexte, la *résolution 60/3* sur la Décennie internationale pour une Culture de la Paix et de la Non-Violence pour les Enfants du monde fait l'éloge de l'importance de la promotion d'une culture de la paix à travers l'ÉDUCATION et encourage les activités liées à des domaines spécifiques identifiés dans le Programme d'Action sur une Culture de la paix.

*Conseil de sécurité (SC)* : L'une des résolutions les plus vitales sur le renforcement de la culture de la paix est la résolution 2250 du Conseil de sécurité adoptée lors de sa 7573e réunion, le 9 décembre 2015. La résolution :<sup>7</sup>

En outre, rappelant la constitution de l'UNESCO qui stipule que « *puisque les guerres commencent dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que*

*les défenses de la paix doivent être construites* ». Toute tentative servant à perturber l'accès des jeunes à l'éducation afin d'acquérir des compétences et des aptitudes à la consolidation de la paix a un impact considérable et spectaculaire sur la paix et la réconciliation durables.

En fait, l'environnement au Cameroun ne reflète pas une convivialité pour la paix par des moyens pacifiques.

## 2) La présence d'une violence structurelle profondément enracinée

Les structures profondes violentes sont des situations dans lesquelles les formes de relations entre les segments/divisions de la société sont dysfonctionnelles - entre les vieux et les jeunes, les hommes et les femmes, entre les races et les ethnies, entre les puissants et les impuissants, ainsi que le clivage social. La structure violente du Cameroun est caractérisée par l'asymétrie, l'irrégularité et l'inégalité du pouvoir entre les différents segments de sa société. Cela conduit automatiquement à des

<sup>6</sup> • Conformément à l'**Article 1 (a)** de cette Déclaration, l'ONU a défini « une Culture de Paix (comme un ensemble de valeurs, d'attitudes, de traditions et de modes de vie basés sur le respect de la vie, la fin de la violence et la promotion de la pratique de la non-violence à travers l'ÉDUCATION...

• **L'Article 1 (e)** met l'accent sur les efforts visant à répondre aux besoins de développement et en matière d'environnement des générations présentes et futures (étudiants camerounais et travailleurs de la paix)

• Selon l'**Article 4**, l'ÉDUCATION est l'un des principaux moyens de construire une culture de la paix, et l'**Article 7** souligne le rôle éducatif et informatif qui contribue à la promotion d'une culture de la paix. L'article 8 mentionne le rôle clé joué dans la promotion d'une culture de la paix par les enseignants, les intellectuels, les travailleurs de la santé et les organisations humanitaires ainsi que par les organisations non gouvernementales.

<sup>7</sup> • Il exhorte les États membres à soutenir, selon le cas, l'**ÉDUCATION POUR LA PAIX** de qualité qui donne aux jeunes la capacité de s'engager de manière constructive dans des structures civiques et des processus politiques inclusifs,

• Il encourage les investissements dans le renforcement des capacités et des compétences des jeunes pour répondre aux demandes à travers des opportunités d'ÉDUCATION conçues de manière à promouvoir une culture de la paix.



violations des besoins fondamentaux des autres. Le Cameroun ne dispose pas d'une infrastructure bien définie, qui favorise l'équité et la réciprocité à travers le clivage social qui pourrait faciliter la transformation de la crise «anglophone» et empêcher les tueries civiles. Cela décourage l'approche pacifique comme moyen généralisé de résolution des conflits. Ceci est considéré comme un échec de la responsabilité politique, d'avoir mobilisé la connaissance de la non-violence. Les «anglophones» déclarent que dans une telle structure inégalitaire, le temps de la parité est venu. Cela nous amène à l'une des raisons pour lesquelles les ONG au Cameroun sont fragmentées parce que les représentants des ONG peuvent mieux négocier dans un cadre égalitaire par opposition aux diplomates d'un système étatique inégalitaire.

Le scénario de violence structurelle au Cameroun peut être analysé à partir de deux dimensions : *Développement et Liberté*. Concernant la dimension du Développement, la violence structurelle au Cameroun est incarnée par la perte de la vie des citoyens en raison de la famine, des maladies évitables et d'autres souffrances liées causées par la structure injuste de la société associée à une puissance économique faible. Les effets d'une telle société structurellement violente demandent souvent une aide humanitaire, une aide alimentaire, une réduction de la pauvreté et d'autres programmes connexes de lutte contre la misère. Pendant ce temps, concernant la Liberté, la violence structurelle dans l'environnement camerounais ou le contexte, se légitime par une privation excessive de la liberté de choix, et de la participation aux décisions, qui affectent les personnes, dans ce cas les Camerounais. Cette dimension de la violence entraîne d'autres effets tels que l'oppression,

l'occupation ou une forme de dictature, prévalant dans des types de gouvernements majoritairement autoritaires et hybrides.

Notre objectif est que ce plan de paix prépare le terrain pour l'éradication complète de la violence structurelle, ainsi que la construction d'une économie vivrière au niveau local et national au Cameroun, tout en assurant que les besoins fondamentaux de chacun sont satisfaits. Les perspectives à long terme de ce programme de paix stimuleront davantage la bonne gouvernance; encourageront la participation efficace des citoyens et l'autodétermination dans les décisions qui affectent leur propre vie. C'est pour cette raison que le projet de paix à long terme cherche à créer des institutions qui favorisent la coopération, la réconciliation, l'ouverture, l'égalité et la culture d'actions pacifiques dans des situations collectives. Cela renforcera les institutions démocratiques pour qu'elles soient consensuelles, inclusives, transparentes et responsables.

### 3) Un manque d'intérêt partagé et mutuel

Le troisième problème est celui des différences d'intérêt mutuel ainsi que d'objectifs qui ont stimulé et encouragé les attitudes à s'orienter vers la haine, d'où la violence. Les «anglophones» prétendent ne plus se sentir chez eux à cause de la façon dont leurs intérêts ont été négligés. Ils ont l'impression de ne plus pouvoir s'en sortir et pensent que leurs homologues «francophones» n'ont aucune empathie face à leurs difficultés. L'absence de dialogue dans les séries de mécontentements passés, en particulier à l'égard des revendications

légitimes, a été supprimée. Ce problème sous-jacent a été gravé mentalement chez les «anglophones» et donc figé dans les structures. Cette polarisation mentale légitime la polarisation comportementale alors que les «anglophones» se considèrent comme des citoyens de seconde zone. Après quelque temps, les «francophones» ne voient plus leurs homologues comme des humains, mais comme des objets à tuer, légitimés par des slogans sur les réseaux sociaux comme «il n'y a pas d'*anglophones* mais des *anglofools*». C'est pourquoi les régions du Sud et du Nord-Ouest ont commencé par une pratique élémentaire de la désobéissance civile, de ne pas établir de contact avec l'ennemi désigné ainsi que par leur administration, d'où la demande de sécession.

C'est la raison pour laquelle ce document cherche à s'engager dans des relations de coopération positives. Cette stratégie de paix ne fera pas que pousser les «anglophones» vers de nouvelles actions, mais aussi vers de nouveaux discours et de nouvelles idées.

#### **4) Les traumatismes des blessures du passé alimentent les troubles**

Le quatrième problème est lié au passé. Les «anglophones» ne semblent pas avoir guéri du traumatisme de la discrimination et de la négligence du gouvernement camerounais, notamment les blessures à la communauté légitimées par le manque de bonnes routes, d'écoles, de services de santé, etc. Le traumatisme des échecs passés et

pas oubliés, semblable aux Touaregs qui se battent encore dans la partie nord du Mali à cause de leurs ancêtres qui ont été tués pendant la rébellion Touaregs de 1960-1963. Les «anglophones» sont affectés par les nombreuses années d'exploitation et de tricherie pure et simple, et n'ont pas guéri de tels actes méprisables.

À cet égard, le présent document cherche à faire valoir que certaines mésaventures passées peuvent être retirées de l'agenda politique, libérant ainsi cet agenda pour des actes coopératifs et constructifs. Cette proposition de paix encourage la clôture de l'ancien chapitre et l'ouverture d'un nouveau chapitre en présentant des approches de conciliation et d'apaisement. Le dialogue ouvrira la voie à de nouvelles expériences.

La violence directe sévit au Cameroun étant donné les circonstances. Perpétré à la fois par les militaires et les civils, cet obstacle entrave la coopération et réduit la possibilité d'un accord de paix collectif. Le redéploiement et la démilitarisation des régions du Sud et du Nord-Ouest constitueront un très bon départ. Ce document appelle à une coopération qui change la vie, à la consolidation de la paix et à la transformation des conflits, ainsi que des programmes de réconciliation et de reconstruction.

# La stratégie pour la paix

La littérature sur la consolidation de la paix montre que de nombreuses sociétés sortant d'un conflit rechutent dans un conflit violent en l'espace d'une décennie. C'est vrai pour le Cameroun, 2008 et 2016. De ce fait, toute approche visant à mesurer le rapport coût-efficacité de la consolidation de la paix doit incorporer une période plus longue; une approche qui repose sur une fenêtre de cinq ans n'est sans doute pas un modèle réaliste des coûts réels associés à une consolidation de la paix réussie. Bien que le maintien de la paix ne soit généralement envisagé que dans un environnement immédiat de crise post-conflit, comme au Cameroun, la consolidation de la paix devrait intégrer le renforcement des institutions à plus long terme, le renforcement des capacités et la désescalade des conflits à long terme.

Par conséquent, nos propositions à court terme ne porteront que sur le plan de paix, car nous recommandons fortement que la dernière partie de cette proposition soit examinée, si tant est que le Cameroun espère éradiquer la violence directe, structurelle et culturelle. Ces propositions sont globales et appellent à un réseau plus fort et plus

connecté d'efforts de prévention et de consolidation de la paix, et à la reconnaissance qu'un objectif commun pourrait réunir ces efforts. Cela appelle également à une approche interconnectée de la consolidation de la paix, engageant tous les groupes et les aspects du cadre Paix positive, et souligne la nécessité d'identifier l'impact de la consolidation de la paix à long terme afin de jeter des bases solides pour la paix et d'engager les parties prenantes.

## **A). UN PROCESSUS DE DIALOGUE INCLUSIF, ORIENTÉ EN CONSENSUS, RECONCILIATOIRE ET COOPÉRATIF (PLAN DE PAIX À COURT TERME)**

1) Il devrait y avoir une création d'un *Conseil national*

**de la Paix** ayant pour mandat de coordonner les programmes de paix, de réconciliation et de reconstruction. Ce conseil sera mis en œuvre à trois niveaux : le premier niveau est le Conseil national de la paix, qui réunira des penseurs favorables à la paix, et conçu pour remplir une fonction non partisane et indépendante, et qui constituera une plate-forme de concertation. Au niveau régional, des conseils consultatifs pour la paix régionale qui comprennent également des dirigeants camerounais qui interviendront en tant que médiateurs dans les différends entre les branches et les conseils. Ils disposent également d'agents de promotion de la paix dans les 10 régions du Cameroun. La troisième étape est constituée par les conseils consultatifs pour la paix, qui comprennent les membres des assemblées et les anciens. Le troisième niveau servira d'unité de soutien à la consolidation de la paix communautaire. Ce plan de paix sous-tendra l'engagement et les efforts du gouvernement camerounais à promouvoir la stabilité. La base de ce plan de paix repose sur des diagnostics solides ainsi que sur la création de mécanismes institutionnels autosuffisants aux niveaux local et national pour gérer l'instabilité future anticipée. En fin de compte, l'investissement dans ce plan de paix doit être entrepris de concert avec les partenaires locaux. L'identification et la synergie entre les secteurs sont essentielles, tout comme l'esprit de coopération et de collaboration<sup>8</sup>, car cela peut potentiellement améliorer la médiation entre les autorités publiques et les différents groupes d'intérêt. Un seul résultat serait atteint, c'est-à-dire que le gouvernement du Cameroun développerait et renforcerait la capacité nationale de dialogue et de médiation.

2) La création de la Commission pour la Réconciliation, l'Intégration et la Collaboration (CRIC), avec pour objectif d'aider le gouvernement d'union nationale anticipé, et de favoriser l'unité et la réconciliation du peuple camerounais qui a connu de longues périodes de par le sectarisme social/les divisions, les discriminations, les abus des droits de l'homme, les actes de violence et l'exclusion sociale. Cette institution sera essentielle dans le processus de mise en œuvre de la politique d'unité et de réconciliation, de la confiance sociale et de la cohésion sociale pour atteindre les objectifs principaux de la construction d'une République unie du Cameroun.

3) Le Président de la République, conformément à la Constitution, devrait libérer avec empathie toutes les personnes liées à ce soulèvement. Ce serait une grâce présidentielle et non un signe d'innocence. Cela ouvrira la voie à un dialogue inclusif, et permettra de réduire la douleur et de calmer les proches des victimes pour une réconciliation appropriée. Cette action aura un effet sur l'unité nationale et la consolidation de l'autonomie gouvernementale dans les territoires violents : les régions du Nord et du Sud-Ouest. Notons que la grâce présidentielle demandée ne doit pas être considérée comme une condition préalable au dialogue. Il s'agit plutôt d'une stratégie d'application d'une gouvernance efficace qui va encore détendre l'environnement de dialogue convivial. Prenons par exemple le cas de l'Éthiopie, où les troubles prévus ont été anticipés, et les responsables politiques ont annoncé la libération des détenus accusés de violences lors des manifestations de 2015 et 2016 dans la région d'Oromia, qui ont fait 900 morts. Bien

---

<sup>8</sup> Voir, par exemple, UNDP, *Peace Architecture in Fragile and/or Post-Conflict Statebuilding: Lessons learned for Capacity Development* (Genève: PNUD / BCPR, 2009)



que la protestation ait persisté, c'était néanmoins une stratégie valable réalisable pour le Cameroun. Cela tient notamment au fait que les tensions ne sont pas trop fortes au Cameroun, du moins pas encore. Compte tenu du respect de la primauté du droit, ces détenus ne peuvent être que graciés. De plus, cette grâce présidentielle peut impliquer même des détenus francophones pour d'autres crimes mineurs commis ; cela permettra de construire un consensus national et d'élargir l'espace démocratique, compte tenu de l'année électorale. Ce geste encouragera la réconciliation nationale, la communauté internationale l'accueillera favorablement, car on pense que le gouvernement du Cameroun ira dans la bonne direction, compte tenu du cas de l'Éthiopie. Plus encore, en juillet 2012, le Président de la République a promulgué une loi modifiant le Code pénal existant, prévoyant des alternatives à la détention, y compris le service communautaire et des peines réparatrices pour réduire la surpopulation carcérale<sup>9</sup>. Cela peut être une bonne occasion de mettre en œuvre conformément à la loi, ces alternatives excellentes et réfléchies.

4) Le gouvernement camerounais, en tant que partie prenante, devrait imposer la création d'un institut national de la paix, par exemple le Centre international de la paix positive (CIPV) pour professionnaliser l'éducation à la paix et renforcer une culture de la paix nationaliste. Sa vision cherchera à implanter une «**culture de la paix**», renforcera la paix nationale principalement par l'éducation (formelle et informelle), et fournira une capacité mondialement reconnue aux acteurs internationaux et nationaux sur la construction de la paix grâce à l'éducation, la formation et la recherche

afin d'assurer la paix et la sécurité au Cameroun. L'éducation à la paix aura des empreintes historiques à l'IRIC, à l'ENAM et dans d'autres institutions d'enseignement supérieur. Pour améliorer l'efficacité de la consolidation de la paix après le conflit (crise anglophone), le gouvernement du Cameroun devrait principalement mettre l'accent sur le côté modéré du renforcement de l'État. L'éducation à la paix est le pivot sur lequel tourne une culture de la paix.

5) À titre de proposition à court terme, le gouvernement du Cameroun devrait créer un comité chargé de ramener les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les réfugiés doivent être ramenés par tous les moyens. Ce sont des compatriotes camerounais, si le gouvernement du Cameroun pratique ce qu'il prêche, alors il est temps de pratiquer la consolidation de l'État et l'unité nationale.

6) Dernier point mais non le moindre, lorsque Gordon Brown a déclaré : «**Je suis Malala**», l'UNESCO a été encouragée à lancer «**se lever pour Malala**». La vague de Malala a apporté d'énormes avantages dans le combat contre les abus faits aux filles. À des fins d'inclusion, le Président ou les hauts fonctionnaires francophones qui sont socialement sensibles à la lutte «anglophone» devraient dire avec assurance : «**Je suis anglophone**». Cela donnera le sentiment d'acceptation à la communauté «anglophone», car cela aidera à apaiser les tensions entre les peuples. Le gouvernement camerounais devrait parrainer des programmes connexes pour bâtir l'unité nationale et la consolider.

<sup>9</sup> Rapport sur les droits de l'Homme 2016 au Cameroun : Section 1 : Le respect de l'intégrité des personnes, y compris l'absence de ; page 7

## • Conditions pour le dialogue

Par conditions du dialogue, cet article fait référence aux facteurs qui incitent les gens à s'engager. L'une des principales conditions est le **rétablissement de la confiance**. Les attentes des citoyens camerounais sont actuellement trop faibles compte tenu des circonstances, de sorte qu'aucune promesse gouvernementale n'est prise en compte, ce qui rend les actions de coopération impossibles. C'est une évidence que les moments de transition ne peuvent pas être accélérés, mais le gouvernement camerounais DOIT établir la confiance en effectuant ces engagements énumérés à court terme. Puisque la création d'institutions qui peuvent prévenir les violences répétées prend du temps, comme au Ghana et en Haïti, il est important que le Cameroun commence maintenant.

Compte tenu de ces complexités, premièrement, il est nécessaire de restaurer la confiance dans l'action collective avant de s'engager dans une transformation institutionnelle plus large. Le renforcement de la confiance est un concept qui doit être utilisé dans la médiation politique du Cameroun et dans d'autres cercles de développement sur le territoire national. Dans le contexte camerounais, une faible confiance signifie que ceux qui doivent contribuer techniquement à la crise ne collaboreront pas tant qu'ils n'auront pas cru qu'un résultat positif est possible.<sup>10</sup>

Cependant, la construction de la confiance n'est qu'un événement; pas une fin en soi. Elle doit être suffisamment inclusive pour qu'elle donne naissance aux résultats mis en évidence ci-dessus. À cet égard, il doit y avoir des coalitions inclusives, comme en Indonésie dans la lutte contre la violence au Timor-Leste dans son redressement après la reprise des violences en 2006. Concernant les coalitions inclusives : les coalitions sont « assez inclusives » lorsqu'elles incluent les acteurs nécessaires à la mise en œuvre des étapes initiales de la construction de la confiance et de la transformation institutionnelle, en l'occurrence les « anglophones ». Société civile, en particulier les organisations de femmes<sup>11</sup> comme « *synergie africaine* » au Cameroun joue souvent un rôle important dans le rétablissement de la confiance. Par conséquent, persuader les « anglophones » de travailler en collaboration exige des signaux d'une véritable rupture avec les échecs de mise en œuvre passée pour mettre fin à des exclusions économiques et sociales et les injustices du groupe marginalisé, la corruption ou les violations des droits de l'Homme. Un exemple typique de renforcement de la confiance<sup>12</sup> a été vu en Afrique du Sud, où il y a eu la libération inconditionnelle de Nelson Mandela (dans ce cas les « anglophones » derrière les barreaux) d'une part et la sécession absolue de la lutte armée de l'ANC (dans ce cas l'activiste « anglophone » violent) d'autre part.

Le gouvernement du Cameroun DOIT répondre à cette confiance en produisant les premiers

<sup>10</sup> Pour bâtir la confiance et changer les attentes, voir Hoff et Stiglitz 2008

<sup>11</sup> Célébrer les histoires de leadership des femmes à travers un film sur la Journée internationale de la femme. Il y a dix ans, le film « *Pray the Devil Back to Hell* » a été primé au Tribeca Film Festival, où il a remporté le prix du meilleur documentaire pour sa représentation du mouvement non violent des femmes qui a aidé à mettre fin à la guerre civile. Depuis sa sortie, les producteurs et les réalisateurs ont relevé le défi de raconter les histoires de vies souvent invisibles des femmes en conflit - produisant des histoires dans des pays comme la Bosnie, la Libye, l'Afghanistan, la Colombie, le Pakistan et le Rwanda.

<sup>12</sup> Anderlini 2000

résultats nécessaires pour renforcer la confiance des «anglophones» et, par conséquent, créer un élan pour la transformation institutionnelle à plus long terme. D'un autre côté, les militants ne devraient pas laisser la perfection être l'ennemi du progrès, ils devraient adopter des options pragmatiques pour faire face aux changements immédiats.

### • Quels sont les moteurs pour assurer l'accomplissement effectif de ces propositions de paix à court terme ?

Les facteurs qui garantissent le succès dans la mise en œuvre de ces propositions de paix à court terme sont la collaboration, l'engagement et la coopération, ce qui légitime substantiellement son effet avec le temps. Le type de stress auquel le Cameroun est confronté nécessite des composantes qui concernent l'inclusion politique, économique ou sociale. Le cas du Cameroun est la division interne entre groupes sociaux ou géographiques, qui est le principal facteur de mobilisation de la violence.

De plus, le type de problème auquel la nation est confrontée est en quelque sorte institutionnel. Le Cameroun a une capacité «assez forte» mais l'inclusion est faible, les mesures de réforme doivent attirer les «anglophones» marginalisés dans la prise de décision et s'assurer qu'ils bénéficient de la croissance nationale, de la prestation de services et des améliorations du bien-être.

Comme souligné ci-dessus, l'engagement, la coordination et la coopération sont les trois

principales fonctions des acteurs institutionnels qui sont nécessaires pour garantir que les accords de paix et les résultats escomptés sont rendus possibles.<sup>13</sup>

■ L'engagement permet au Gouvernement camerounais et aux «anglophones» de compter sur la crédibilité des résolutions de dialogue pour pouvoir calibrer leurs comportements en conséquence. Le cas du Cameroun est le plus fondé sur l'engagement. Le gouvernement du Cameroun et ses citoyens doivent conclure des ententes crédibles. Premièrement, renoncer à la violence et doter l'État du monopole de l'usage légitime de la force, voir le cas du Somaliland où l'engagement a été réalisé en établissant des dispositifs institutionnels qui incitaient suffisamment tous les acteurs clés à respecter les règles. En fin de compte, l'engagement à négocier entre le gouvernement du Cameroun et la population doit être crédible, afin que toutes les parties puissent perdre si une partie renie ces arrangements. Lorsque l'engagement à négocier manque d'intégrité, les parties en conflit (le gouvernement du Cameroun et les «anglophones») s'éloignent de la table de négociation et la violence l'emporte.

■ Coordination : au-delà de l'engagement crédible, la coordination. Des institutions indépendantes de surveillance crédibles DOIVENT réglementer les engagements de mise en œuvre et coordonner les décisions du gouvernement camerounais avec les attentes de ses membres et des autres parties en conflit. Ceci est très sensible car des problèmes de coordination peuvent survenir à plusieurs niveaux du processus de paix.

<sup>13</sup> Rapport sur le développement dans le monde 2017

■ **Coopération** : c'est là le fondement des plans de paix efficaces et fructueux; tant à court qu'à long terme, car cela nécessite la volonté politique du gouvernement du Cameroun et la volonté des anglophones de coopérer. Les «anglophones» doivent être disposés à se conformer et à coopérer. La coopération est renforcée par des engagements crédibles.

Le fait de favoriser les engagements, la coordination et le renforcement de la coopération constitue par conséquent une fonction institutionnelle essentielle pour garantir l'efficacité des politiques de paix. Une volonté politique agressive doit exister dans l'arène nationale. Ceci est dû au fait que les décideurs (élites)<sup>14</sup> peuvent avoir le plan de paix et les objectifs adéquats, comme celui-ci, mais peuvent être incapable de mettre en œuvre les bonnes politiques de paix car cela remettrait en question l'équilibre existant et l'équilibre actuel du pouvoir. Ainsi, l'équilibre des forces dans les sociétés en conflit et violentes peut conditionner les résultats qui découlent de l'engagement, de la coordination et de la coopération.

En fin de compte, l'efficacité des résolutions de paix par le dialogue dépend non seulement des résolutions choisies, mais aussi de la façon dont elles sont choisies et mises en œuvre. Les résolutions de rétablissement de la paix et la mise en œuvre des accords de paix impliquent toutes deux des négociations entre différents acteurs. L'arène politique, le cadre dans lequel la gouvernance se

manifeste<sup>15</sup>, peut se trouver aux niveaux local et national du Cameroun. Les groupes concernés par les bouleversements au Cameroun devraient être habilités à prendre part à la formation des accords de paix, ce serait un facteur fondamental pour l'efficacité des accords pacifiques. Il devrait y avoir une répartition égale du pouvoir dans le processus de négociation, car cette symétrie du pouvoir influencera définitivement l'efficacité de la politique de paix. L'asymétrie de pouvoir n'est pas nécessairement nuisible, mais les manifestations négatives se reflètent dans le clientélisme politique ainsi que dans les exclusions sociales et économiques. L'asymétrie du pouvoir exclut les individus et les groupes de l'arène de négociation et peut être particulièrement importante pour la paix et la sécurité, comme en Somalie. Des analyses statistiques transnationales utilisant l'ensemble de données sur les relations de pouvoir ethniques de 1945 à 2005 indiquent que les États qui excluent des parties de la population fondées sur l'origine ethnique sont plus susceptibles de faire face à des rébellions armées.<sup>15/16</sup>

## • Procédure de dialogue

Avant de plonger dans cette partie du programme de paix proposé, il convient de rappeler que la violence n'est qu'un symptôme du mécontentement. Tout comme le chômage, qui est le symptôme d'une économie défailante à absorber toute la main-d'œuvre disponible, la violence est aussi le résultat de diverses pressions économiques, de la complexité

<sup>14</sup> Ce qui distingue les élites des citoyens dans ce rapport, c'est leur capacité à influencer directement la conception et la mise en œuvre d'une politique donnée. De cette manière, les élites sont définies dans un sens positif (par opposition à un sens normatif).

<sup>15</sup> Une approche similaire a été développée dans un ouvrage pionnier, *The Politics of Policies*, dans le contexte de l'Amérique latine (IDB 2005).

<sup>16</sup> Wimmer, Cederman et Min (2009)..

<sup>17</sup> L'existence de normes qui excluent certains groupes, tels que les minorités, de l'arène de la négociation, renforce les asymétries de pouvoir et perpétue les inégalités et les résultats incertains



croissante des emplois, des niveaux élevés d'inégalité et même des perturbations numériques. La question de savoir si un tel mécontentement est justifiable est généralement sans importance, tant que des vies sont perdues, il est nécessaire de s'inquiéter. Que les Camerounais se souviennent que le secteur privé, qui est le moteur de la création d'emplois, a besoin d'une vision à long terme de la direction crédible des politiques économiques et de paix du Gouvernement camerounais pour pouvoir prendre des décisions d'investissement à long terme. En fin de compte, aucune de ces incohérences ou déficiences comme la violence ne fait qu'exacerber le ralentissement économique et réduire la productivité. Par conséquent, c'est un lieu de reproduction idéal pour les protestations des citoyens mécontents.

Plus important encore, la crise «anglophone» est tout aussi révolue, car le mécontentement de certains «Francophones» frustrés peut provoquer des troubles qui, liés à la crise actuelle, plongent le Cameroun dans une guerre civile avec des effets inimaginables et peut-être irrécupérables. Dans de telles circonstances, la marginalisation <sup>18</sup>, la

fragmentation <sup>19</sup> et la segmentation <sup>20</sup> pour n'en citer que quelques-unes, que les «anglophones» condamnent, pourraient ne pas être les mêmes motifs que ceux des francophones. Le changement de régime, la création d'emplois, le boom économique, la répartition égale des nominations politiques, le développement des infrastructures <sup>21</sup>, la demande de prestation de services de décentralisation, les relations transfrontalières sans tracas <sup>22</sup>, les autres risques économiques, financiers <sup>23</sup> et politiques connexes pourraient être à la requête à l'avant-garde de ce conflit. De tels scénarios peuvent facilement être prévus, d'autant plus que la croissance du Cameroun connaît plus de volatilité que la moyenne régionale. Par là, ce document appelle à la paix inévitable par le dialogue entre les parties en conflit.

## • Participants au dialogue

La procédure de dialogue dans ce cas n'implique pas une dictée de tout le processus de dialogue, mais plutôt de proposer les parties constituantes du scénario de dialogue, sans plan séquentiel ou chronologique puisque c'est au gouvernement

<sup>18</sup> Cela reflète la mesure dans laquelle les segments de la population (les anglophones) n'arrivent pas à interagir dans la société camerounaise.

<sup>19</sup> Elle reflète la mesure dans laquelle les personnes sans pouvoir (supposément anglophones) sont isolées le long des différentes lignes de clivage.

<sup>20</sup> Elle reflète la mesure dans laquelle l'information est contrôlée par l'élite politique du Cameroun, et où l'individu moyen n'a pas accès à la perspective globale.

<sup>21</sup> *Euler Hermes Economic Research 2017* classe l'environnement des affaires du Cameroun parmi les pires au monde. L'environnement des affaires au Cameroun doit s'améliorer pour que la performance dépasse les niveaux actuels. Alors que le Cameroun a réussi à améliorer son classement dans l'enquête *Doing Business* de la Banque mondiale en 2017 (*166e sur 190e contre 172e en 2016*), son bilan en matière d'enregistrement immobilier et d'exécution des contrats reste faible.

<sup>22</sup> En particulier, cette relation avec le Nigeria et la Communauté économique des États d'Afrique centrale a été difficile : Euler Hermes Economic Research 2017.

<sup>23</sup> Dette, double déficit et liquidité moindre : Cette instabilité financière est exacerbée par d'importants investissements dans les secteurs non pétroliers (réseaux de transport, approvisionnement en eau, barrages et électrification). Ceux-ci sont en partie motivés par des investissements étrangers nécessitant des biens d'équipement et d'autres importations. Avec le ralentissement économique de la Chine, il en résulte un déficit du compte courant de **-3,6 % en 2016**. Euler Hermes estime qu'il atteindra **-3 % en 2018**. En outre, le Cameroun a un déficit budgétaire qui devrait légèrement diminuer de **-3 % en 2018**. Les dépenses de militarisation associées à la crise de la sécurité régionale ont exacerbé cette diminution. Ce double déficit structurel a fait naître le besoin de nouveaux financements. Alors que les réserves sont toujours dans la zone de confort, des problèmes de liquidité pourraient survenir si l'IDE s'essouffle.

du Cameroun et aux «anglophones» de décider. Cependant, cette étape du processus de dialogue doit avoir vu les stratégies à court terme énoncées ci-dessus se concrétiser. Sinon, pour le moins, la mise en œuvre devrait être continue, car cela permettra de rétablir la confiance du gouvernement du Cameroun et de contraindre les «anglophones» à s'y conformer.

Plus encore, la composition du groupe de négociation est de la plus haute importance pour savoir si la négociation dépend fortement de cela. Inutile de répéter que le caractère des acteurs qui négocieront dans l'arène politique devra être exact pour le but prévu. Ils doivent être des travailleurs de la paix dotés d'un sens du maintien de la paix et de la consolidation de la paix, dépourvus d'antécédents de corruption, exempts d'ambitions politiques individualistes, hautement altruistes et socialement sensibles à la lutte. Les négociateurs DOIVENT être des visionnaires étatiques motivés par le sens de l'unité nationale, motivés par le zèle à consolider la paix et la sécurité nationale, choisis par le consensus général des parties-en-l'occurrence le Gouvernement camerounais et les «anglophones», passionnés de performance et de résultats pour l'intérêt de la nation toute entière et qui possèdent une maîtrise intégrée et la clarté sur les objectifs et les priorités de ce combat. La sélection de ces négociateurs doit prendre en considération la crédibilité de ses dirigeants/négociateurs, la crédibilité du comité de négociation ainsi que la crédibilité de l'efficacité de la gouvernance à l'échelle nationale à soutenir les réformes livrables de la paix.

## • Arrangements de prédialogue

Comme répété précédemment, que la perfection ne soit pas l'ennemie de notre progrès. Une transformation institutionnelle profonde ne peut être réalisée sur cette table de négociation. Cela vient avec le temps. Cependant, avant les négociations, la praxéologie de la transformation transcendante des conflits stipule que chaque partie au conflit devrait travailler séparément afin de développer sa compréhension de ses propres objectifs ainsi que le développement de l'interdépendance verticale (afin de préparer les parties au conflit pour une négociation créative et la médiation). Cela signifie rassembler un large éventail de personnes provenant de différents horizons : les représentants du gouvernement, ONG et OING, dirigeants locaux, militaires, policiers, journalistes, représentants des partis politiques, partenaires commerciaux (GICAM), représentants du Conseil national de la jeunesse, chefs religieux et intellectuels/universitaires, mouvements de solidarité, organisations pour la paix, réseau de femmes, les syndicats, etc.. . Cette réunion aidera à construire une atmosphère collégiale et de confiance nécessaire pour un dialogue honnête et profond. La composition des négociateurs «anglophones» doit être hétérogène, permettant au processus de suivre des lignes verticales plutôt qu'horizontales.

## • Le dialogue

Ce projet de dialogue s'articule autour de trois étapes.

■ La première étape consiste à comprendre les objectifs des luttes des «anglophones».

■ La seconde étape consiste à reformuler les objectifs illégitimes (sécessionnisme) en buts légitimes de la protestation (intégration au lieu de segmentation, solidarité au lieu de fragmentation, participation au lieu de marginalisation) en fonction de la couverture des besoins humains fondamentaux aussi bien du gouvernement du Cameroun que des «anglophones».

■ La troisième étape consiste en l'élaboration d'une formule globale ou prédominante pour une solution durable à travers l'intégration de ces objectifs légitimes - intégration, solidarité et participation.

Chaque étape est composée de sous-étapes. Chaque sous-étape aborde une question particulière de la transformation du conflit, en se basant sur la double dialectique de l'analyse (observation) et la thérapie (solution), d'une part et, du passé et du futur, d'autre part. Ces sous-étapes ont été élaborées simplement à des fins éducatives et il convient de noter que, dans un véritable travail sur la paix et les conflits, un tel processus linéaire ne doit pas être suivi. Les sous-étapes n'ont d'autre but que de familiariser les négociateurs avec les différentes dimensions et dynamiques de la formation du conflit (troubles civils) et de leur fournir un cadre mental afin de trouver les bonnes questions au bon moment, en travaillant séparément avec chaque partie au conflit.

■ **Première étape : Cela DOIT impliquer la compréhension de la « crise anglophone » et de la globalité de la formation du conflit.**

Le but de la première étape n'est pas d'essayer

de trouver une compréhension «objective» du «problème anglophone» mais plutôt de comprendre comment les «anglophones» eux-mêmes perçoivent le conflit. Cet objectif axé sur le processus dans la première étape renforcera la confiance entre le Gouvernement du Cameroun et les «anglophones» car cela permettra à chaque partie au conflit de mieux comprendre le «problème anglophone» et d'autres problèmes connexes.

**Étape 1 : cette sous-étape consiste à comprendre le gouvernement du Cameroun et les «anglophones», leurs comportements respectifs et leurs relations dans le contexte du «problème anglophone» (ceci analyse l'état actuel des choses) :**

La question sous-jacente de la première sous-étape est : «C'est quoi le «problème anglophone»? C'est une question sur le présent : qu'est-ce qui se passe en ce moment? C'est une analyse de l'antagonisme qui existe entre les «anglophones» et le gouvernement du Cameroun.

*Identifications des objectifs de lutte des «anglophones»* : Les anglophones devraient commencer par identifier leurs objectifs et ceux des autres domaines dans les régions «anglophones».

*Identification de qui sont les «anglophones»* : Les acteurs oubliés et cachés doivent également être identifiés. Ce sont généralement des parties à la «lutte anglophone» qui sont impliquées d'une manière ou d'une autre mais pas toujours de façon visible.

L'application de ce cadre au conflit est la première étape de la mise en avant de l'idée qu'il existe plus d'options que celles de victoire-défaite ou de compromis, qu'il est possible que les besoins de

tous soient satisfaits, à travers une solution créative.

**Sous-étape 2 : elle consiste en la compréhension des hypothèses, comment ces hypothèses se rapportent aux comportements des « anglophones » et comment ces comportements interagissent avec le « problème anglophone » ainsi que les objectifs de la lutte. (Thérapie du passé)**

Cette sous-étape se concentre sur le passé, cherchant à identifier à la fois ce qui s'est passé (marginalisation), ce qui a échoué (participation) et a conduit à la situation actuelle (le soulèvement anglophone). Quand une partie au conflit ne voit aucun espoir dans le présent, alors il est utile de regarder vers le passé et voir ce qui aurait pu être fait alors pour améliorer la situation. La question centrale ici est : comment le « problème anglophone » s'est-il produit ? Généralement, les « anglophones » supposent que les nominations politiques, par exemple, sont habituellement discriminatoires. De telles hypothèses sont utilisées pour justifier les objectifs (lutte anglophone). Cependant, comme elles ne sont pas si visibles, ces hypothèses ne sont pas souvent débattues ou alors elles sont débattues dans la peur mais considérées comme des « **vérités évidentes** ». Prenons le cas du **Sri Lanka** par exemple, où les **Tigres tamouls** ont supposé que les droits des Tamouls ne seront jamais garantis dans un État à prédominance cingalaise. Leur ambition d'un Tamil Eelam, un état tamoul indépendant, découle de cette hypothèse. L'hypothèse des « anglophones » selon laquelle un « anglophone » ne sera jamais Président du Cameroun, compte tenu de la disparité démographique, justifie le problème « anglophone » de la marginalisation perpétuelle.

*Exemples d'hypothèses :* Un exemple d'hypothèse plus solide au niveau de la culture profonde est la croyance que la violence offre de meilleurs résultats que la non-violence, une sorte de « présomption de la suprématie de la violence ». Un autre exemple vient du fait que lorsqu'une stratégie violente échoue, il est généralement admis que plus de violence est nécessaire ou que de nouvelles stratégies et armes violentes doivent être développées. Les échecs dans la réalisation d'un objectif à travers une stratégie non-violente sont généralement considérés comme impliquant que la violence est nécessaire. Il n'y a aucune réflexion pour développer de nouvelles techniques non-violentes ou de persévérance. Par ailleurs, la plus grande ironie est que, lorsque les parties en conflit, épuisées et souffrantes, viennent à la table des négociations, elles pensent que c'est la violence qui a le mérite de les y avoir amenées. « Regardez, avec violence, nous sommes au moins arrivés si loin ». Ce ne sont que des exemples de ce que ce dialogue de paix appelle des hypothèses. Les hypothèses « anglophones » doivent être identifiées. Changer complètement les hypothèses est un processus long et difficile. Cependant, soulever le problème est déjà une étape importante. Examiner ce qui s'est passé et amorcer le processus de réévaluation des hypothèses est quelque chose de très émouvant pour les négociateurs. Il est important de ne pas éviter ces émotions et de reconnaître ces sentiments. La thérapie du passé commence ici mais tout le processus est en cours.

■ **Étape deux : différencie les objectifs légitimes (participation, solidarité, inclusion et intégration) et illégitimes (marginalisation, segmentation, fragmentation)**

Si elle est bien réalisée, cette phase crée une



«*empathie analytique*». Cela donnera aux parties au conflit la possibilité de réfléchir sur les dimensions inconscientes du «problème anglophone» et de préparer le terrain pour la formulation de nouveaux objectifs et hypothèses légitimes. *Un indicateur de la réalisation de cet objectif est de savoir si, par exemple, les négociateurs «anglophones» peuvent identifier le sécessionnisme comme un objectif illégitime ainsi que ce qui est légitime dans les objectifs du gouvernement camerounais, dans ce cas la non-violence pour le règlement du conflit.*

La troisième étape nous amène vers une compréhension profonde de ce qu'est réellement le «problème anglophone», en examinant les contradictions de fonds, les hypothèses, les attitudes et les intérêts des parties en conflit. L'idée est de comprendre le développement historique du «problème anglophone», le contexte structurel et culturel ainsi que les obstacles inconscients et les ressources pour la paix qui existent dans le collectif. C'est une analyse du passé, de ce qui s'est passé, de ce qui aurait pu se passer et pourquoi les choses se sont passées.

Après ce processus, les négociateurs devraient avoir une idée basique de la culture profonde et des structures profondes de la formation du conflit en question, le «problème anglophone». Par exemple, dans le cas des cultures profondes ethno-nationalistes au Cameroun, il est important de regarder les hymnes nationaux, les noms des rues, les mythes nationaux, la littérature, les statues, les proverbes spécifiques et d'autres vecteurs similaires de la culture profonde et de réfléchir sur significations associées à ces symboles.

La structure profonde peut être observée en

examinant les failles sociétales majeures dans la société camerounaise et les groupes qui sont favorisés par rapport aux «anglophones».

Ce processus de dialogue profond ne peut se faire du jour au lendemain. Identifier et reconnaître les thèmes et modèles récurrents qui sont profondément enracinés dans la société et la culture requiert une attention continue et de nombreuses discussions. Cette opération est peut-être la plus difficile dans un processus de transformation de conflit parce qu'elle oblige le gouvernement camerounais et les «anglophones» à creuser profondément dans leur passé et à trouver ce qui est constructif ainsi que ce qui destructeur et doit donc être changé. Encore une fois, ce n'est pas un objectif qui peut être atteint par quelques personnes au cours de quelques discussions. Pour qu'un changement significatif de la structure profonde et de la culture d'une société se produise, les discussions doivent avoir lieu dans toute la société sur une période conséquente. Comme pour tout processus de transformation de conflit, on ne peut pas s'attendre à ce que tout soit achevé en peu de temps. Le plus important est que ce processus démarre et que le gouvernement camerounais et les «anglophones» sachent qu'il y a des dimensions plus profondes de l'actuel «problème anglophone», qu'ils comprennent qu'ils sont influencés par le niveau le plus profond et doivent donc mieux le comprendre.

La quatrième étape passe à nouveau d'une analyse du passé à une analyse du futur. Cela pose la question de savoir comment la situation se présentera si les besoins humains fondamentaux ne seront pas satisfaits à long terme (scénario négatif), et ce qui doit être changé pour répondre aux besoins fondamentaux des «anglophones» sur la base de

la structure symétrie et apprentissage interculturel (scénario positif).

Par exemple, lorsque les « anglophones » évoquent un de leurs points de lutte, ces points doivent être replacés dans le contexte des intérêts sociaux et culturels de la nation et plus largement dans les besoins humains fondamentaux insatisfaits des Camerounais. Par exemple, si l'un des objectifs de la lutte concerne le système éducatif, il s'agit alors de leur besoin d'identité culturelle qui n'est pas pris en compte et cela doit être souligné. L'ensemble du processus doit être axé sur les valeurs et intégrer une approche fondée sur un dialogue permettant l'exploration de leurs objectifs et de leurs stratégies.

■ ***La troisième étape consiste en l'intégration des objectifs légitimes de la lutte des « anglophones » dans une formule globale***

Dès lors que le gouvernement du Cameroun et les « anglophones » seront capables de ressentir leur empathie, ils seront prêts à réfléchir sur des solutions possibles. Les négociateurs devraient à ce stade percevoir la situation non plus comme un conflit destructeur, mais comme un problème commun et difficile qui doit être résolu. Axé sur le processus, l'objectif de la troisième phase est d'évoquer la spontanéité et la créativité chez les parties au conflit, de sorte qu'une vision globale, une stratégie et une formule (qui sont les objectifs axés sur la solution) puissent être trouvées.

***o La construction de nouveaux objectifs d'intégration, de solidarité et de participation (Thérapie de la voie à suivre)***

L'étape 5 est l'assimilation d'objectifs légitimes dans un cadre global, afin de les préparer à de futures

négociations ou médiations. L'accent est mis sur la recherche de solutions transcendantes au problème, la recherche d'une structure pour la paix, permettant la réalisation du bien-être, de la liberté, de l'identité et de la survie pour tous les Camerounais.

Le gouvernement du Cameroun et les « anglophones » devraient ensuite entreprendre un processus de remue-méninges pour trouver des solutions possibles qui répondent aux besoins fondamentaux légitimes de toutes les parties. Dans ce processus créatif, certaines des meilleures idées sont celles qui peuvent sembler impossibles d'entrée de jeu. Ceci est généralement un bon signe, car une telle réaction est typique lorsqu'une personne est confrontée à une idée complètement nouvelle, différente de celles qui ont été discutées auparavant. Le temps nécessaire doit être consacré à l'assimilation de cette nouvelle idée.

Travailler sur cette diagonale de paix assure que les nouvelles structures de paix remplissent les exigences d'équité et de réciprocité nécessaires pour parvenir à une paix juste à travers un processus coopératif.

L'élaboration de solutions selon ces principes engage les négociateurs à développer une vision commune du futur. C'est une thérapie du futur. De plus, c'est à ce moment-là que les négociateurs sont vraiment prêts pour la table ronde en vue de négociations honnêtes parce qu'ils sont intérieurement préparés pour cela et n'agissent pas sous la contrainte de l'extérieur.

***o La création d'un plan d'action pour le présent (Thérapie du présent)***

Le processus revient en boucle sur les enjeux

du présent mais se concentre désormais sur l'élaboration thérapeutique des actions nécessaires pour transformer la «crise anglophone» et les «problèmes anglophones». Ceci se fait à la lumière de la compréhension profonde du «problème anglophone» et des alternatives développées pour répondre aux inégalités (marginalisation) du passé et du présent. Le plus important à propos de la sixième étape est la création d'une nouvelle réalité, une réalité dans laquelle il y a un changement palpable dans la relation et une transcendance du conflit. Cette sixième étape est également le premier pas vers la (ré) conciliation. Tout accord, aussi juste soit-il, doit s'accompagner d'un processus de (ré) conciliation qui transforme les relations entre «anglophones» et «francophones», les structures et les cultures et établit un dialogue permanent entre toutes les communautés et les segments de la société camerounaise afin de s'assurer que la paix aura les racines profondes dont elle a besoin pour prospérer.

Il est important de souligner que ce processus n'est pas séquentiel. Il ne s'agit pas de passer des étapes une à six et de penser que le processus est terminé. La complexité de la réalité ne permet pas une telle situation théoriquement idéale. C'est beaucoup plus complexe que cela. Le processus passe d'une étape à l'autre et vice-versa. Les six étapes peuvent se produire en un jour mais ne peuvent être réalisées qu'après plusieurs années. Cependant, chaque étape est un élément important du processus de transformation du conflit autour du «problème anglophone». L'analyse et la thérapie du passé, du présent et du futur sont nécessaires pour un processus durable de transformation du conflit et de consolidation de la paix. Le processus en six

étapes est à la fois une thérapie et une analyse (ou, dans la terminologie de la thérapie systémique, observation et orientation de la solution). De plus, il existe une dialectique entre le passé et le futur, tous deux ancrés dans le présent.

Il est important de noter que ce document doit être considéré comme une carte mentale à utiliser pour suivre les nombreux processus qui doivent se produire et les outils qui peuvent être utilisés pour les atteindre. C'est une carte mentale mais pas le paysage de la «crise anglophone». Cependant, à notre avis, c'est un outil très utile pour comprendre le complexe processus de dialogue.

# Recommandations

Conduisant à Johannesburg un jour, Tapiwa Chiwewe a remarqué un énorme nuage de pollution atmosphérique qui pesait sur la ville. Il était curieux et inquiet mais n'était pas un spécialiste de l'environnement. Il a donc fait quelques recherches et a découvert que près de 14 % de tous les décès dans le monde<sup>24</sup> étaient dus à la pollution des ménages et de l'air ambiant. Avec ces connaissances et l'envie de faire quelque chose sur le sujet, Chiwewe et ses collègues ont développé une plate-forme qui révèle les tendances de la pollution et aide les urbanistes à prendre de meilleures décisions. « Parfois, juste une perspective nouvelle, un nouvel ensemble de compétences, peut rendre les conditions de droits pour quelque chose de remarquable », dit Chiwewe. Il conclut en disant, « mais vous devez être assez audacieux pour l'essayer ».

Ceci est un appel aux jeunes camerounais à prendre part à cette initiative de construction de la nation et de consolidation de la paix et à se montrer audacieux pour que cela fonctionne. C'est un plan de paix ascendant qui nécessite une participation active des jeunes et de tous les Camerounais. Garantir la paix au Cameroun dépend de la capacité des populations à retracer cet agenda de paix, conçu par elles et renforçant les attitudes des citoyens à l'égard de la construction de la paix et de son maintien.

D'autres programmes de haut niveau comme le programme de solidarité nationale de l'Afghanistan et les programmes multisectoriels d'Amérique latine ont profité à ces pays dans le contexte de la consolidation de la paix. Les effets peuvent être reproduits au Cameroun.

## **B). UNE TRANSFORMATION DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE PAR LE BÂTIMENT DE PAIX POSITIF RIGOREUX ET HOLISTIQUE (PLAN DE PAIX À LONG TERME)**

Pour cela, voir « *Paix positive pour l'Afrique* »... l'horloge tourne : écrit par l'auteur.

■ Maxwell N. Achu

<sup>24</sup> Statistiques de 2012





*Catalyser la Transformation  
Economique de l'Afrique*



# Think Tank Camerounais

à la Denis & Lenora Foretia *foundation*

**Recherche - Publications - Evènements**  
Economie - Santé- Développement Durable - Education

[www.foretiafoundation.org](http://www.foretiafoundation.org)